



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

ÉCLAIRAGE

NOTE DE CONJONCTURE



Octobre 2025

Note de conjoncture : austère austérité pour travailleurs laborieux

Si l'histoire économique ne se répète jamais, elle a parfois tendance à bégayer : faisant fi des enseignements du passé, le retour de brutales politiques d'austérité porte tous les risques d'enclencher un cercle vicieux sur l'emploi et les salaires, alors que l'investissement privé recule déjà.

1) L'insertion de la France dans l'économie internationale n'explique pas les plans de licenciements

A l'international, le monde change de base. La récente conclusion de l'accord commercial entre l'UE et les Etats-Unis entérine une évolution substantielle du commerce international déjà à l'œuvre depuis le 1^{er} mandat de Donald Trump (lors duquel une première hausse de droits de douane avait déjà eu lieu) : retour de mesures protectionnistes en occident et avènement de la Chine en porte-étendard du libre-échange. En Europe, alors que les importations européennes vers les Etats-Unis devaient initialement être taxées à 30 %, ce sera finalement à 15% (avec des exceptions) en vertu de l'accord récemment signé, soit bien au-dessus du taux moyen de 1,47% existant antérieurement¹.

La négociation s'est déroulée « sous contrainte », le soutien américain à l'Ukraine ayant pesé pour les pays européens dans ce « deal ». Néanmoins, il s'agit d'un point de vue économique d'un accord profondément déséquilibré dans la mesure où :

1. Les hausses des droits de douane ne valent que pour les exportations européennes à destination des Etats-Unis (et non l'inverse).
2. La Commission européenne s'est engagée à investir 600 milliards de dollar aux Etats-Unis, sans qu'elle n'en ait ni les moyens ni les compétences. A cet égard, la manière dont a été négocié cet accord (sans aucune transparence sur les

¹ <https://www.bruegel.org/analysis/economic-impact-trumps-tariffs-europe-initial-assessment>

négociations) pose des problèmes moraux du point de vue du processus démocratique.

3. L'UE s'est aussi engagée dans l'achat de 750 milliards de dollars d'énergie (hydrocarbures majoritairement) en provenance des Etats-Unis, ce qui pose cette fois ci problème du point de vue de la lutte contre le réchauffement climatique. Par ailleurs plusieurs centaines de milliards sont prévus pour l'achat d'armes américaines, ce qui renforcera la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis.
4. Les secteurs importants sont traités inégalement, ce qui risque de créer d'importante divergences dans l'UE puisque tous les Etats ne sont pas homogènement exposés au commerce américain. Par exemple, l'aéronautique est exemptée de droits de douanes alors que le plus important secteur d'exportation de l'UE (pharmacie) ne l'est pas. Le fait que l'Allemagne ait soutenu cet accord s'explique probablement par le fait que la taxation du secteur automobile passe à 15% (contre 27,5% depuis avril), ce qui est pourtant loin d'être une victoire puisque le taux était préalablement de 2,5%. Des risques de délocalisation (relocalisation de certaines productions aux Etats-Unis) peuvent également exister.
5. L'UE n'a pas utilisé les moyens de pression dont elle disposait, notamment en ce qui concerne le commerce des services. Selon Vincent Vicard (CEPII) : « *Les exportateurs américains de services sont dépendants du marché européen, qui représente environ 30 % des exportations américaines de services, contre 18 % pour les biens* ». Il aurait été opportun de mieux taxer les multinationales américaines qui profitent du marché européen (surplus commercial de 120 milliards d'euros réalisé par les Etats-Unis), notamment les entreprises de la tech qui pratiquent l'optimisation fiscale à outrance. Cela n'a pas été mise en place face aux menaces de l'administration Trump. Pour la CFDT, la mise en place d'un taux minimum de 25 % de taxation des profits des multinationales devrait être instauré rapidement.
6. La restriction des entreprises américaines à l'accès aux marchés publics européens n'a pas non plus été mise sur la table des négociations. Il aurait été possible de limiter l'accès des entreprises états-uniennes aux marchés publics européens, avec une exclusion de fait des appels d'offres publics ou par des pénalités de prix. Cela permettrait à la fois de pénaliser les entreprises américaines et de favoriser le développement de l'autonomie stratégique européenne. L'exclusion de tous les services publics – éducation, santé, justice, transports, défense, etc. – des services pouvant faire l'objet d'accords commerciaux (comme le revendique la CFDT) n'a pas non plus été proposée dans les négociations.

A ces droits de douanes s'ajoute un autre handicap pour les exportations européennes : l'appréciation de l'euro face au dollar d'environ 10% correspond à un renchérissement équivalent des exportations vers les Etats-Unis.

Quelles seront les conséquences de cet accord commercial ? Estimer les effets des droits de douane sur plusieurs années est un exercice aussi délicat qu'imprécis. Toutefois, les principales estimations² avancent pour l'économie américaine une moindre croissance économique de 0,4 à 0,5 %, 1,6 point d'inflation supplémentaire,

² <https://budgetlab.yale.edu/research/state-us-tariffs-july-28-2025>

et un gain de recettes fiscales pour l'Etat américain d'environ 250 milliards de dollars (0,7 % du PIB américain) en 2026.

Ces estimations sont soumises à de nombreuses incertitudes. A priori, les exportations européennes vers les Etats-Unis devraient diminuer. Toutefois c'est très relatif puisque l'accord commercial UE-US place les entreprises européennes en meilleure position que leurs concurrentes du reste du monde (hors Etats-Unis), au vu des droits de douane imposés par Washington aux autres pays. L'histoire économique récente³ démontre qu'il n'y aura pas nécessairement de réduction de profits des entreprises exportatrices (et donc pas de baisse de prix), mais que la hausse des tarifs douaniers sera répercutée sur les consommateurs américains (comme cela avait été le cas lors du premier mandat de Trump).

S'il existe des risques sectoriels pour l'emploi (sur l'automobile, la chimie et l'électronique, ou encore les vins et spiritueux) et variables selon les territoires, la nouvelle politique commerciale américaine devrait entraîner des risques modérés sur l'emploi. Les exportations françaises pourraient se réduire au maximum de 1,5% et au minimum de 0%, tandis que la croissance du PIB devrait perdre 0,1 point⁴ environ (pour atteindre une croissance annuelle de 0,8% selon l'Insee⁵). Les plans de licenciements – aussi dramatique et brutaux sont-ils pour les travailleurs et travailleuses qui les subissent – ne sauraient donc s'expliquer majoritairement par le changement de politique commerciale.

2. En matière budgétaire, le recul de la place de l'Etat risque d'enclencher un cercle vicieux de récession

Sans même les soubresauts commerciaux en provenance de l'autre côté de l'océan Atlantique, l'économie française risquait déjà la tempête. En particulier concernant le paquebot de la dette publique qui, selon l'analyse du précédent gouvernement Bayrou, serait le prochain Titanic. Mais la dette publique se pilote comme un bateau – sur le temps long - car selon l'OFCE *« une fois le cap modifié [...], le navire n'infléchit pas immédiatement sa trajectoire : il faut un certain temps avant que l'effet cumulé des mesures produise une inflexion visible »*. Le gouvernement Bayrou étant tombé, la

³ <https://www.nber.org/papers/w26610>

⁴ Hahn C. (2025) Driving into uncertainty: how Trump's tariffs could derail Europe's automotive powerhouse, Oxford Economics Blog, 22.01.2025, <https://www.oxfordeconomics.com/resource/driving-into-uncertainty-how-trumps-tariffs-could-derail-europes-automotive-powerhouse/> ; Kutlina-Dimitrova Z. and Rueda-Cantuche J.M. (2021) More important than ever: employment content of extra-EU exports, European Commission, https://www.researchgate.net/publication/356782367_MORE_IMPORTANT_THAN_EVER_EMPLOYMENT_CONTENT_OF_EXTRA-EU_EXPORTS_1 ; Galgóczi B., Watt A. and Akgüç M. (2025) Trump on the trade and tariff warpath – how badly might the EU be affected?, Working Paper 2025.06, ETUI, <https://www.etui.org/publications/trump-trade-and-tariff-warpath> ; Antoine Bouët, Leysa Maty Sall & Yu Zheng, 2025. "Towards a Trade War in 2025: Real Threats for the World Economy, False Promises for the US," CEPII Working Paper 2025-03, February 2025, CEPII; https://www.cepii.fr/PDF_PUB/wp/2025/wp2025-03.pdf ; <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications/projections-macroeconomiques-juin-2025>

⁵ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8638811?sommaire=8638823>

construction du budget repars à zéro. Le dernier projet connu portait une forte dimension austéritaire⁶.

Le déficit public (5,4% en 2025) est un flux, c'est la différence entre les dépenses et recettes de l'Etat. Ce flux vient alimenter un stock qu'est la dette publique, souvent exprimé dans la presse par rapport au flux de la production annuelle (le PIB) : c'est le concept de ratio dette publique/PIB⁷.

L'évolution du ratio dette publique/PIB dépend (i) du solde budgétaire primaire (c'est-à-dire la différence entre les recettes et dépenses, hors charges d'intérêt), (ii) du niveau des charges d'intérêt (ce que l'Etat débiteur paie chaque année aux créanciers) et (iii) de l'évolution du PIB (plus le dénominateur augmente, plus le ratio baisse). Comment mesurer les causes de l'évolution de ce ratio ?

- i. S'agissant du solde budgétaire primaire depuis 2017, la dette s'explique par les baisses d'impôt consenties (2,5 points de PIB) aux ménages et aux entreprises : baisse de l'impôt sur les sociétés, exonérations de cotisations sociales, défiscalisation des heures supplémentaires, suppression de la taxe d'habitation, suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune. Selon l'OFCE⁸, « 80% de l'aggravation totale du déficit provient de la dégradation du solde primaire [...]. À cela s'ajoutent 0,6 point de PIB de mesures exceptionnelles [par exemple celles liées au contrôle des prix de l'énergie depuis 2022] qui ont vocation à s'éteindre en grande partie dès 2025. [Le déficit ne s'explique pas] par une dérive des dépenses ». Entre 2017 et 2024, les dépenses publiques ont diminué de 0,3 point de PIB selon l'OFCE.
- ii. En sus du manque à gagner fiscal, s'ajoutent les charges d'intérêt (le coût de l'endettement pour l'Etat) : 58 milliards d'euros en 2024⁹ (soit 2 % du PIB). Avec la hausse des taux souverains, l'OFCE estime que « la charge de la dette s'est accrue de 0,4 point de PIB depuis la période avant-Covid ». Pour autant, la charge d'intérêts reste inférieure à son niveau de 2000 (de -0,9 point de PIB). Si le niveau de dette publique est historiquement à un haut niveau, l'endettement public n'est donc pas sur une trajectoire insoutenable au regard de son poids budgétaire annuel¹⁰ (voir graphique ci-dessous). La période actuelle se caractérise davantage par une association originale entre d'une part une dette publique historiquement élevée et d'autre part des charges d'intérêt faibles. Le pic d'inflation récent a également permis de réduire la facture¹¹, au

⁶ Une politique de rigueur ou politique d'austérité désigne une politique économique de réduction des déficits publics et de stabilisation de la dette publique, mise en œuvre au moyen de coupes budgétaires, de hausses d'impôts, ou des deux ; https://fr.wikipedia.org/wiki/Politique_de_rigueur.

⁷ Pour d'avantage d'explication sur la dette publique et le déficit public, voir <https://www.cfdt.fr/sinformer/toutes-les-actualites-par-dossiers-thematiques/dette-publique-quel-positionnement-syndical-pour-une-soutenabilite-economique-sociale-et-environnementale>

⁸ <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2025/OFCEpbrief146.pdf>

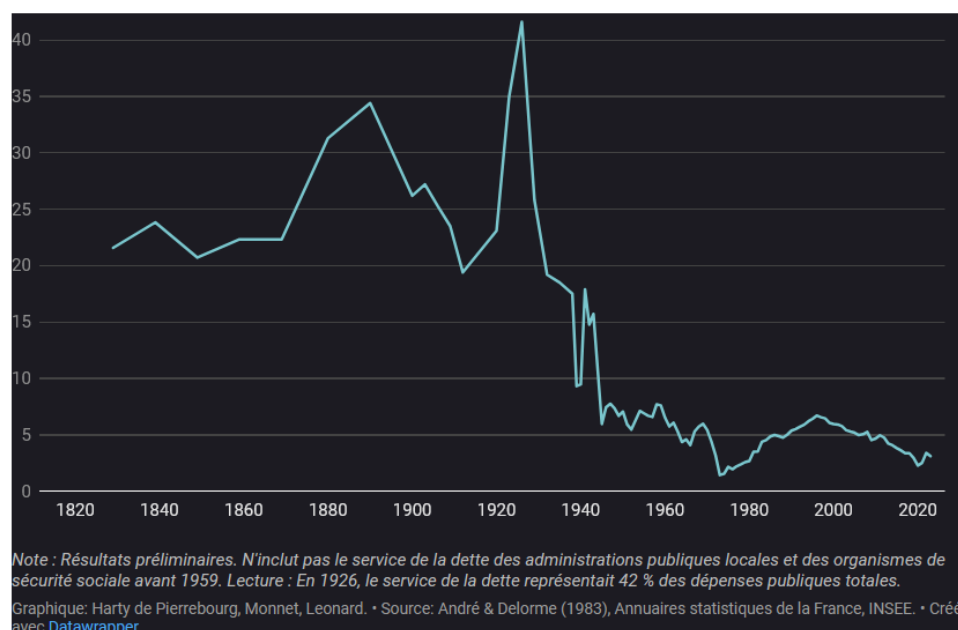
⁹ <https://www.aft.gouv.fr/fr>

¹⁰ Car il n'y a pas d'effet « boule de neige ». L'effet boule de neige est, en économie, une situation où la dette publique d'un État rapportée au PIB augmente fortement car le taux d'intérêt réel auquel le pays emprunte est supérieur au taux de croissance de l'économie, engendrant une hausse plus rapide de la dette publique que le PIB. Il s'agit ainsi d'une situation d'augmentation de la dette publique autonome d'une quelconque décision des pouvoirs publics ; [https://fr.wikipedia.org/wiki/Effet_boule_de_neige_\(%C3%A9conomie\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Effet_boule_de_neige_(%C3%A9conomie))

¹¹ L'inflation a pour effet de « ronger » la valeur de la dette, c'est-à-dire que l'inflation est favorable aux débiteurs (lorsqu'un Etat est endetté par exemple) et défavorable aux créanciers (les acteurs financiers prêtant de l'argent par exemple). Plus il y a d'inflation, plus il devient avantageux de s'endetter.

point que les taux d'intérêt sont parfois devenus négatifs (ce qui signifie que l'Etat gagnait de l'argent en s'endettant¹²). Sur les marchés financiers, l'une des trois principales agences privées de notation, Fitch Ratings a abaissé la note de la France (mesurant sa crédibilité à rembourser ses créanciers sur les marchés financiers) d'un cran. Le coût de l'emprunt pour la France n'a pas été affecté par ces décisions : l'écart du coût de l'emprunt sur les marchés financiers (le « spread » dans le jargon) entre la France et l'Allemagne est toujours similaire à ceux de juin ou septembre 2024 (après une hausse à la suite de l'instabilité politique créée par la dissolution de l'Assemblée nationale), il reste légèrement inférieur à 0,8 point), retrouvant ainsi sa moyenne des dix dernières années¹³.

Graphique : évolution du service de la dette (charges d'intérêt) en pourcentage des dépenses publiques totales



- iii. Enfin, le ratio de dette publique/PIB dépend également du dénominateur, à savoir le niveau de production. C'est la croissance économique et la relance (plan de relance français et européen) qui ont permis de réduire le ratio de dette publique (de 0,6 point de PIB selon l'OFCE). En effet, un plan d'investissement – par l'effet d'entraînement qu'il crée sur toute l'économie - permet de faire augmenter le PIB (dénominateur) davantage que la dette publique (numérateur), et donc de faire baisser le ratio de dette publique/PIB.

La CFDT alerte depuis de nombreuses années sur l'ampleur du déficit fiscal causé par les baisses d'impôt inefficaces et injustes en faveur des entreprises et des plus riches. Elle a fait de multiples propositions tant pour trouver des dizaines de milliards d'euros par de nouvelles recettes (taxation du capital et des revenus¹⁴) que pour réduire les

¹² Le taux nominal auquel s'endette la France est de 2% en 2025 (OAT 1an), auquel il faut soustraire l'inflation (1,2% de délateur du PIB selon la Banque de France), soit un taux d'intérêt réel de 0,8%. En 2024, le taux nominal était de 3%, le délateur de 2,1%, donc le taux d'intérêt réel de 0,9%. Les taux réels sont donc plus faibles en 2025 qu'en 2024, ce qui signifie que le « coût de la dette » est loin de s'accroître de manière incontrôlée. <https://www.aft.gouv.fr/fr/principaux-chiffres-dette#courbe>

¹³ <https://www.worldgovernmentbonds.com/spread/france-10-years-vs-germany-10-years/>

¹⁴ <https://www.cfdt.fr/espace-documentaire/nos-ambitions-la-fiscalite-des-hauts-revenus-analyses-et-propositions-cfdt>

dépenses publiques dont l'efficacité n'a pas été prouvée¹⁵. Selon deux économistes du Fonds monétaire international (FMI), nous devons nous habituer à vivre avec une dette publique élevée¹⁶. Le contexte politico-économique contemporain se caractérise par d'important besoins de financement (en partie lié à la transition écologique, mais aussi aux innombrables besoins sociaux) d'une part, et une importante volatilité des marchés financiers (changement climatique, tensions géopolitiques) d'autre part, ce qui augmente la demande d'actif sûr, dont le trésor est un bon du trésor.

Comme l'expliquait déjà la CFDT dès 2021¹⁷ - un discours redevenu d'une brûlante actualité : « *Vouloir réduire la dette publique trop vite et trop tôt serait catastrophique. Cela hypothéquerait nos perspectives de croissance future et donc notre capacité à résorber notre endettement. La crise de 2008 l'a montré : les politiques de restriction budgétaire qui ont suivi ont freiné l'activité, réduisant les ressources publiques et aggravant le déficit et la dette. Pire, l'investissement public s'est contracté, réduisant nos perspectives de développement économique durable [...]. L'urgence serait donc d'investir pour restaurer et transformer le contenu de la croissance. [...] L'investissement public est la dépense qui (surtout en période de crise) est la plus favorable à la croissance. C'est donc moins le niveau de la dette publique qu'il faut analyser que son articulation à une stratégie de développement durable au long cours, afin d'articuler croissance et transition écologique juste* ». Il n'y a pas de sens à comparer l'Etat avec une gestion « familiale », car l'expression cache le fait que le « fardeau » de la dette publique se répartit en réalité plutôt au sein d'une même génération qu'entre les générations¹⁸ : Quand l'État s'endette, il capte une partie de l'épargne disponible pour financer ses dépenses. Cela opère un transfert entre ceux qui ont pu épargner puis prêter à l'État (principalement les plus aisés) et ceux qui bénéficient des dépenses publiques (transferts financiers, investissements) financées par cet endettement.

En clair, l'austérité est un cercle vicieux qui a des effets contre-productifs puisque la baisse des dépenses publiques provoque une baisse plus que proportionnelle du PIB, c'est qui augmente le ratio de dette publique/PIB. Pour réduire l'importance de la dette, la solution passe par l'investissement public (qui entraîne l'investissement privé) et non par des coupes budgétaires. Alors que la politique de relance avait vu juste en 2021 (elle a même eu pour effet de réduire le ratio de dette), l'austérité annoncée entraînera des conséquences dramatiques en cascade sur l'emploi et l'investissement.

En bref, s'agissant du rôle de l'Etat dans l'économie :

- A l'opposé des discours catastrophistes, la dette publique est gérable si tant est qu'on se donne des objectifs sur le temps long, avec des mesures qui ne pèsent pas trop sur la demande.
- Le déficit public est en grande majorité causé par des cadeaux fiscaux antérieurs : la croissance du déficit s'explique à 87,5%¹⁹ par le manque de recettes fiscales et plus marginalement par la charge de la dette (0,3 point).

¹⁵<https://www.cfdt.fr/espace-documentaire/eclairage-economique-combien-de-milliards-daides-publiques-aux-entreprises>

¹⁶https://www.kansascityfed.org/Jackson%20Hole/documents/9749/Living_With_High_Public_SA_Sep_2_2023.pdf

¹⁷ <https://www.cfdt.fr/espace-documentaire/nos-ambitions-dette-publique-quel-positionnement-syndical>

¹⁸ Ragot (2021), Plus ou moins de dette publique en France, Policy Brief, n°84, 27 janvier 2021.

¹⁹ (2,1/2,4 point de PIB)

- La solution pour réduire le ratio de dette publique/PIB passe par une augmentation du PIB (en particulier par un plan d'investissement public, idéalement européen, permettant de réaliser les immenses besoins d'investissements écologiques et sociaux) ainsi que par une revue des dépenses en ouvrant le débat sur l'efficacité des dépenses publiques)²⁰.

3) L'inflation devrait rester faible

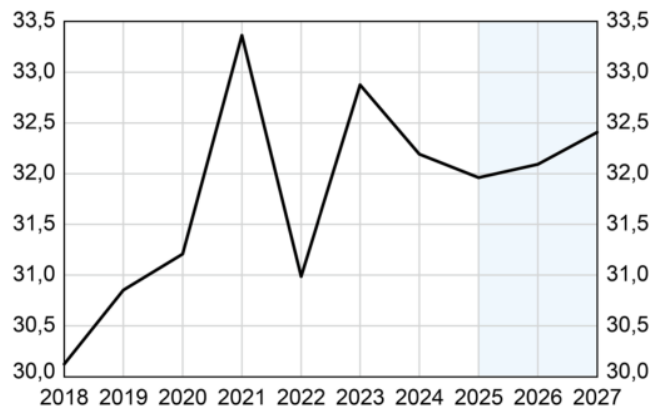
En France, l'inflation devrait s'établir autour de 1% en fin d'année (et 1,4% en 2026), soit un niveau plus faible que dans le reste de l'UE, du fait de la normalisation progressive des prix de l'énergie. Ce recul de l'inflation dans la zone euro a incité la Banque centrale européenne (BCE) à baisser ses taux sept fois en neuf mois, ce qui devrait être plutôt favorable pour l'investissement à terme.

4) L'investissement des entreprises poursuit sa baisse, alors que les profits sont historiquement élevés

La zone euro est sur une trajectoire moins défavorable que les trimestres précédents, ce qui n'est pas le cas de l'économie française. La croissance n'est plus tirée par les exportations et la dépense publique ralentit, ce qui freine la demande adressée aux entreprises nationales.

Graphique : taux de marge des entreprises (hors secteur financier, Banque de France)

(en % de la valeur ajoutée, moyenne annuelle)



Sources : Insee jusqu'en 2024, projections Banque de France sur fond bleuté.

L'investissement des entreprises baisserait de nouveau selon l'Insee « de 0,8 % en 2025, après -2,4 % en 2024, avec toutefois des évolutions contrastées selon les produits : les dépenses en produits manufacturés se replieraient de manière moins nette qu'en 2024 (-3,3 % après -4,1 %), celles en services resteraient dynamiques (+3,3 % après +2,2 %) [...], tandis que l'investissement en construction continuerait de

²⁰ Voir page 43-25 du dossier pour les propositions de la CFDT sur la fiscalité ; <https://www.cfdt.fr/sinformer/toutes-les-actualites-par-dossiers-thematiques/les-revendications-de-la-cfdt-pour-repondre-aux-attentes-des-travailleurs-et-travailleuses>

reculer ». Si les entreprises subissent certes encore les anciennes hausses des taux décrétées par la BCE (dont la CFDT avait dénoncé les dangers sur l'investissement), ce qui renchérit leur coût d'emprunt, pour autant les entreprises n'ont pas utilisé la forte croissance de leurs profits depuis la pandémie pour investir.

Le taux de marge des entreprises (31,4% en 2025) « *se situe 0,9 point au-dessus de sa valeur moyenne d'avant la crise sanitaire* » selon l'Insee. Une preuve supplémentaire que le versement des dividendes au détriment de l'investissement nuit à l'activité économique et à l'emploi. Les projections à la hausse du taux de marge (*voir graphique ci-dessus*) n'incitent guère à l'optimisme pour les travailleurs puisque cela induit une plus faible rémunération du travail.

5) Alors que les salaires n'ont toujours pas rattrapé leur niveau de 2021, l'austérité annoncée risque d'anéantir les maigres gains de pouvoir d'achat

L'évolution de l'emploi est contrastée. Si l'économie française a de nouveau créé des emplois au 2^{ème} trimestre 2025²¹ (après deux trimestres consécutifs de destruction nette), les perspectives d'investissement du secteur public et privé invitent au pessimisme. Selon les enquêtes de conjoncture de l'Insee²² « *l'optimisme qui prévalait depuis la crise sanitaire a fini par disparaître : le climat de l'emploi²³ est inférieur à sa moyenne de longue période depuis l'été 2024 et s'est de nouveau dégradé depuis le début de l'année 2025[...]. Dans le même temps, les subventions liées aux politiques de l'emploi se compriment, qu'il s'agisse des aides à l'apprentissage ou des enveloppes d'emplois aidés [...]. Au total, environ 210 000 emplois salariés seraient perdus en cinq trimestres. Conjuguée à l'augmentation de la population active engendrée par la montée en charge de la réforme des retraites, cette baisse de l'emploi pousserait le taux de chômage à la hausse à 7,7 % fin 2025* ».

S'agissant des salaires, les perspectives sont encore plus déprimantes puisque la Banque de France prévoit que les salaires réels (c'est-à-dire en intégrant l'effet négatif de l'inflation) retrouveront seulement en 2027 leur niveau de 2021. Il faudra donc au moins 6 ans aux travailleurs et travailleuses pour retrouver leur niveau antérieur de salaire. Ces perspectives sont d'autant plus inquiétantes que la Banque de France note un « *ralentissement plus rapide qu'anticipé des salaires* ». S'agissant du secteur privé (non agricole), les salaires²⁴ augmenteraient de 1,7% (après -2,5% de pertes subies sur 2022-2023). Dans le secteur public, les salaires ralentiraient fortement dans la mesure où aucune mesure générale n'a été annoncée et que les mesures statutaires seraient moins nombreuses que précédemment.

Le rare facteur permettant des gains de pouvoir d'achat (+0,9 point en 2025 mais seulement +0,1% si l'on calcule le pouvoir d'achat par « unité de consommation »²⁵) réside dans les prestations sociales puisque celles-ci sont indexées sur l'inflation. Or,

²¹ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8634246>

²² <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8594943>

²³ Selon L'Insee, l'indicateur de climat de l'emploi est obtenu à partir des 10 soldes sur les effectifs, passés et prévus, des enquêtes dans l'industrie, les services, le commerce de détail et le bâtiment. ; <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3532412>

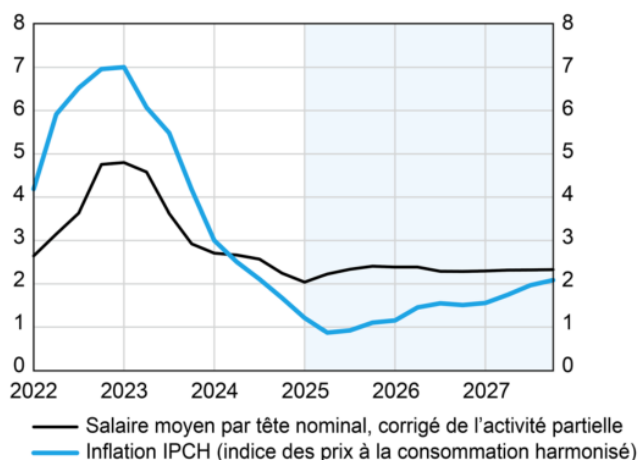
²⁴ Il s'agit ici du salaire moyen par tête.

²⁵ Le calcul par unité de consommation permet de tenir compte de l'évolution du nombre de ménages et de leur composition.

c'est précisément les prestations sociales et les revenus de solidarité qui sont dans le viseur de l'austérité.

Graphique : Evolution des salaires et des prix

(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)



Sources : Insee jusqu'au quatrième trimestre 2024, projections Banque de France sur fond bleuté.

En résumé, les principaux problèmes économiques :

- Si la nouvelle politique commerciale américaine doit entraîner des effets négatifs sur l'économie française (la croissance du PIB devrait être moindre de 0,1 point), elle ne saura en aucun cas expliquer la majorité des licenciements ou la hausse du chômage.
- Le principal débat de l'automne 2025 sera le budget de l'Etat. Afin de réduire le ratio de dette publique/PIB, l'Etat devrait lancer un plan d'investissement plutôt que de mettre en place une politique d'austérité par des coupes brutales, alors que le secteur privé est déjà à la peine (investissements en baisse et salaires réels n'ayant toujours pas retrouvé leur niveau de 2021).

Retrouvez les chiffres-clés français, européens et de quelques grands pays du monde sur déchiffrage(s) : Population / Espérance de vie / Emploi / Chômage / Prix - Salaires / Recherche / Inégalités - Pauvreté / Production économique/ Commerce extérieur / Finances publiques/ Protection sociale / Environnement/Energie